

Comment sortir du système agro-industriel ? Un enjeu de santé publique face à la protection de la biodiversité

Hernando Salcedo Fidalgo⁽¹⁾, Médecin, coordinateur de la ligne de nutrition chez FIAN Colombia⁽²⁾, chercheur associé au Groupe de Sociologie Pragmatique et Réflexive (GSPR) de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Le régime alimentaire contemporain globalisé apparaît aujourd'hui comme une nouvelle donne pour les actions de politique publique à mener. Les modes de production agro-industriels dominants, la disruption climatique, la perturbation des écosystèmes, ou encore la consommation de médicaments comme unique solution aux maladies, sont autant de situations à risques qu'il convient de traiter à l'échelle collective afin de sortir du régime agro-industriel (ou corporatiste)⁽³⁾ actuel.

Le système agro-industriel et le droit à l'alimentation

Les produits agro-alimentaires que nous consommons sont majoritairement issus de conglomerats de grandes firmes, qui organisent massivement les choix alimentaires et les modes de commercialisation imposés aux consommateurs. Ce régime agro-industriel provient principalement d'un nombre réduit de producteurs qui limitent et orientent l'offre proposée aux consommateurs. La publicité et le marketing sont des stratégies de base de ce type d'industries afin de commercialiser à grande échelle ce que l'on pourrait qualifier de « mal bouffe ».

L'OMS (2015) a publié une catégorisation qui attribue à ce régime une très haute proportion de « Produits Comestibles Ultra Transformés » (Ultra Processed Food, ou PCUT). Ces produits ont des impacts sur la santé des popula-

tions et les habitudes de consommation. La consommation de PCUT est en effet responsable de l'épidémie d'obésité et de la malnutrition calorique. Ces déséquilibres nutritionnels concourent au développement de risques augmentés de morbidité tels que les syndromes métaboliques, le diabète, les cancers⁽⁴⁾, les maladies cardiovasculaires.

En termes de Droits humains, l'expansion de ce système constitue une violation du Droit Humain à une Alimentation Adéquate et à la Nutrition (DHAAN)⁽⁵⁾.

Le lien entre le système agro-industriel et la biodiversité : une clé pour l'intervention collective

En mai 2019, la revue *Lancet* a publié le rapport EAT, qui démontrait scientifiquement pour la première fois que la perturbation du cycle alimentaire est directement liée aux dysfonctionnements des écosystèmes. Ces écosystèmes en crise sont les récepteurs simultanés de tous les facteurs qui nuisent à l'environnement, parmi lesquels le système agro-alimentaire et ses polluants occupent les premières places. Il semble ainsi s'établir une « résilience inversée »⁽⁶⁾, conduisant les êtres vivants à développer un comportement autodestructeur. Dans le cas des êtres humains, les modes de vie contemporains configurent des pratiques qui pérennisent la dynamique d'effondrement de la biodiversité.

Est-il possible de modifier les effets de cette dépendance alimentaire et de l'institutionnalisation du système ? Il y a un décalage temporel important entre l'urgence d'agir pour éradiquer cette crise alimentaire à court terme, et le temps nécessaire pour inciter ou imposer des changements. Une récente recherche menée par un groupe d'experts de la

FAO propose des scénarios de « systèmes alimentaires », à partir desquels il est possible d'analyser le retour à une alimentation équilibrée. Mais cette transition vitale pour les êtres humains et les écosystèmes ne peut se faire que par la restauration de la biodiversité, ainsi que par le changement des pratiques de production agricole et des circuits de vente.

Cette transition peut répondre au DHAAN à travers le retour à une alimentation plus traditionnelle, le respect de la diversité biologique, et la lutte contre les monocultures. La prise de conscience sociale est possible par la création de liens directs avec les producteurs locaux et par la résistance via le changement de régime alimentaire.

Si on entreprend ce chemin, le problème se pose alors différemment : les individus ne sont plus de simples consommateurs d'aliments mais bien des acteurs contribuant aux choix d'usages du bien commun.

Quelques résultats de recherches

Les problématiques liées à la malnutrition et à l'obésité sont aujourd'hui majeures dans des pays comme le Mexique, la Colombie ou le Brésil. Ces problématiques deviennent alors de véritables enjeux, en particulier pour les jeunes, dont la qualité et l'espérance de vie sont largement influencées par leur alimentation. En Colombie, les régions dans lesquelles les populations atteignent des niveaux critiques d'obésité juvénile sont les régions où les traditions culinaires et agricoles étaient les plus avancées. Ce paradoxe s'explique en partie par la perte des savoirs vernaculaires, liée à l'appropriation par les populations de ce système.

Le problème n'est pas une affaire d'information et de disponibilité de connaissances, mais un problème de droit humain à une alimentation adéquate et à la nutrition et de respect de leurs droits fondamentaux. Le problème global de malnutrition reste lié à une mauvaise allocation des terres et nécessite un retour à des circuits alimentaires diversifiés et locaux.

(1) L'auteur déclare ne pas avoir de conflits d'intérêt avec l'industrie agroalimentaire en tant que chercheur indépendant et membre de FIAN International ; n'avoir jamais reçu de financements pour ses recherches et activités de l'industrie agroalimentaire ni de ses partenaires.

(2) www.fiancolombia.org

(3) Les régimes alimentaires contemporains ont été récemment catégorisés sous l'appellation « corporatistes », faisant allusion à l'implication des grandes entreprises productrices du secteur dans les composantes de la crise environnementale et nutritionnelle (Rodríguez-Muñoz, 2010)

(4) Il est important de rappeler que Cancer Research UK a publié en 2019 l'alerte sur la relation directe entre obésité et cancer qui avait déjà été documentée en diverses occasions auparavant (Lauby-Secretan *et al.*, 2016).

(5) L'acronyme a été introduit par FIAN International au cours de la dernière décennie, depuis que la catégorie nutritionnelle s'est incorporée à la notion de Droit à l'Alimentation tout court. Il a été adapté au français par l'auteur et les éditeurs de cet article. Voir : <http://www.fiancolombia.org/wp-content/uploads/2017/05/fact-sheet-dhana-1.pdf>

(6) Ce terme est inspiré du concept de *non resilience*, créé par l'auteur.